



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 5 juillet 2021

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Conjoncture : l'indice PMI non manufacturier de Caixin tombe à 50,3, soit le plus bas niveau depuis avril 2020

Réserves de change : les réserves de change s'inscrivent à 3214 Mds USD en juin, contre 3222 Mds USD le mois précédent

Inflation : légère baisse de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en juin

Banque et finance ([ici](#))

Politique monétaire : le Conseil des affaires d'Etat a proposé une réduction des réserves obligatoires

Finance verte : les entreprises chinoises augmentent les émissions d'obligations RSE offshore

Stabilité financière : un tribunal de Pékin approuve le plan de restructuration de la société Peking University Founder Group

Ouverture financière : renforcement du contrôle des IPO effectuées par des entreprises chinoises du secteur privé à l'étranger

Marché obligataire : les fonds internationaux enregistrent un montant record d'obligations municipales chinoises achetées en juin

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Commerce bilatéral : les exportations françaises supérieures à leur niveau de 2019 grâce au rebond des ventes aéronautiques

Xinjiang : enquête ouverte en France à l'encontre de plusieurs géants du textile pour « recel de crimes contre l'humanité »

Relation Chine-US : une entreprise incluse dans la liste des entités dépose une plainte judiciaire contre le département du Commerce

Relation Chine-Ukraine : signature d'un accord pour approfondir la coopération dans la construction des infrastructures

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : deux jours après son IPO, Didi est visé par une enquête de cybersécurité, suivi de deux autres applications

Semi-conducteurs : Nexperia, contrôlé par la société chinoise Wingtech, annonce l'acquisition de la fonderie britannique Newport Wafer Fab

Economie numérique : plusieurs entreprises dont Tencent, Alibaba et Didi écopent d'une amende, faute d'avoir déclaré des acquisitions considérées comme monopolistiques

Distribution : restructuration de Suning via un investissement d'1,2 Md EUR par un fonds public mais aussi Alibaba, Xiaomi, Haier

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Economie circulaire : la NDRC a publié un nouveau plan en vue de promouvoir l'économie circulaire pendant la période du 14^e quinquennat

Climat : Li Keqiang annonce le lancement du marché national du carbone en juillet

Climat : importante fuite de méthane dans le Shanxi

Climat : la NDRC chargée du plan d'atteinte du pic d'émission avant 2030

Climat : plusieurs provinces ont décidé de réduire leur production d'acier pour limiter leurs émissions ; un plan national serait en préparation pour le T3

Environnement : la mer Jaune confrontée à la pire marée verte de son histoire

Energie : les producteurs d'électricité sont maintenant autorisés à construire des infrastructures de transport d'énergie pour soutenir le développement rapide des énergies renouvelables

Aéronautique : le projet de dirigeable AS700 d'AVIC pourrait effectuer son vol inaugural d'ici fin 2021

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : A l'occasion du centième anniversaire du Parti communiste chinois, le « soft power » de Shanghai est à l'honneur

Jiangsu : Inauguration du nouveau centre d'exploitation de L'Oréal à Suzhou

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Fonds ESG : mise à jour des lignes directrices sur les informations à fournir par les fonds ESG

Place financière : repli de la bourse de Hong Kong

Macao

Macao : contrôle de nouveau assoupli aux frontières avec le Guangdong

Casino : Sands China obtient une extension de la facilité de crédit de 3 Mds USD jusqu'au 1^{er} janvier 2023

Taiwan [\(ici\)](#)

Relations inter détroit : *les groupes taiwanais implantés en Chine continuent d'exporter vers les USA et le reste du monde tout en trouvant de nouveaux débouchés sur le marché domestique*

Relocalisations à Taïwan : *le MOEA tire un bilan positif des politiques publiques lancées en 2019*

ENR : *la capacité installée atteint 9,8 GW fin avril grâce aux projets solaires*

Nucléaire : *le réacteur n°1 de la centrale de Kuosheng a été définitivement mis à l'arrêt*

Scooters électriques : *alliance stratégique entre Kymco et GBG*

PIB : *S&P Global Ratings revoit ses prévisions de croissance à la hausse pour Taïwan en 2021*

Mongolie [\(ici\)](#)

Finances publiques : *émission de 1 Md USD d'obligations par le gouvernement de la Mongolie*

Accord de Paris : *le comité national sur le changement climatique se réunit pour discuter du plan d'action pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national*

Chine continentale

Conjoncture

Conjoncture : l'indice PMI non manufacturier de Caixin tombe à 50,3, soit le plus bas niveau depuis avril 2020

L'indice PMI non manufacturier de *Caixin China*, recule fortement à 50,3 en juin contre 55,1 le mois précédent, soit le plus bas niveau depuis avril 2020, bien qu'il demeure encore en expansion (au-dessus du seuil de 50) depuis 14 mois consécutifs. Dans le secteur des services, les activités commerciales et les nouvelles commandes augmentent toutes au rythme le plus lent depuis 14 mois. Ce fléchissement s'explique par la récente incidence temporaire des cas de virus dans certaines régions du sud (comme dans la province du Guangdong), qui ont alimenté une réduction des voyages et freiné la demande. Le ralentissement de la croissance des nouvelles commandes entraîne également une légère baisse des effectifs dans le secteur des services. Le sous-indice des emplois se dégrade pour la première fois depuis quatre mois, certains employés ayant perdu leur emploi en raison des récentes poussées de Covid-19 dans certaines régions.

Pour mémoire, le PMI officiel non manufacturier chute fortement à 53,5 en juin (contre 55,2 en mai), soit le niveau le plus bas depuis quatre mois.

Réserves de change : les réserves de change s'inscrivent à 3214 Mds USD en juin, contre 3222 Mds USD le mois précédent

Les réserves de change de la Chine s'établissent à 3214 Mds USD en juin, affichant une légère diminution de 7,8 Mds USD par rapport au mois de mai, mois durant lequel elles avaient enregistré un niveau record (cf. Brèves du 7 juin). Pour autant, les réserves déclarées par la SAFE s'inscrivent à un niveau légèrement supérieur au consensus de marché, qui tablait sur un niveau de 3200 Mds USD en juin. En raison de la dépréciation des devises autres que le dollar dans le portefeuille des réserves de change détenues par la SAFE, l'USD DXY s'étant apprécié de 89,8 à 92,4 en juin, les effets de valorisation négatifs liés aux variations de taux de change sont de l'ordre de 40 Mds USD, selon les estimations de JP Morgan. Ils ont été compensés par l'appréciation du portefeuille des titres en USD, dont les rendements sont revenus de 1,6% à 1,47% entre le 1er et le 30 juin. Enfin, il est possible que la moindre diminution des réserves par rapport au consensus soit imputable à des opérations de cession effectuées entre les exportateurs chinois et la banque centrale, qui s'est portée contrepartie pour acquérir les balances dollars jugées excessives par rapport aux besoins des exportateurs.

Inflation : légère baisse de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en juin

En juin, l'IPP fléchit légèrement par rapport au record qu'il avait atteint en mai (+9,0% en g.a.), en s'inscrivant à +8,8%, mais se maintient encore à un niveau relativement élevé, compte tenu de l'augmentation des prix des matières premières dans le contexte de la reprise de l'économie mondiale ainsi que d'un effet de base important. Concrètement, le secteur extractif et le secteur des matières premières enregistrent respectivement une croissance ralentie de +35,1% en g.a. et +18,0% en g.a. en juin, contre +36,4% et +18,8% en mai. Sur une base

mensuelle, l'IPP n'augmente que de +0,3% en juin, contre +1,6% en mai. « En juin, les mesures adoptées en vue d'accroître l'offre et de stabiliser les prix des matières premières ont commencé à prendre effet, facilitant un meilleur équilibre entre l'offre et la demande sur le marché, tandis que la hausse des prix des produits industriels s'est ralentie », a déclaré l'économiste du NBS, Dong Lijuan dans une conférence. Pour mémoire, les régulateurs chinois ont pris une série de mesures pour contrôler les prix des matières premières depuis mai, en demandant aux entreprises de matières premières de cesser de spéculer à la hausse sur les contrats à terme et de libérer davantage de réserves de métaux sur le marché intérieur.

La croissance de l'IPC ralentit également à +1,1% en juin contre +1,3% en mai. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des prix alimentaires, passant de +0,3% en mai à -1,7% en juin, du fait que le prix du porc poursuit sa contraction à -36,5% en juin contre -23,8% en mai, compte tenu de la reprise de la production porcine ainsi que de la base relativement élevée de l'année précédente. Le gouvernement chinois s'attend à ce que l'IPC augmente d'environ 3% cette année, soit plus que la croissance réelle de 2,5% de l'année dernière, selon le Rapport annuel de travail du gouvernement de cette année. Le mois dernier, le gouverneur de la banque centrale Yi Gang a déclaré que l'inflation en Chine était sous contrôle et que l'IPC de cette année serait inférieur à 2%, bien en deçà de l'objectif. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +0,9% en juin, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

Il convient de noter que la pression sur les prix est principalement ressentie par les secteurs en amont, les producteurs étant incapables de répercuter la hausse des prix des matières premières sur les consommateurs en raison d'une concurrence intense de l'offre et d'une lente reprise de la demande.

Retour au sommaire ([ici](#))

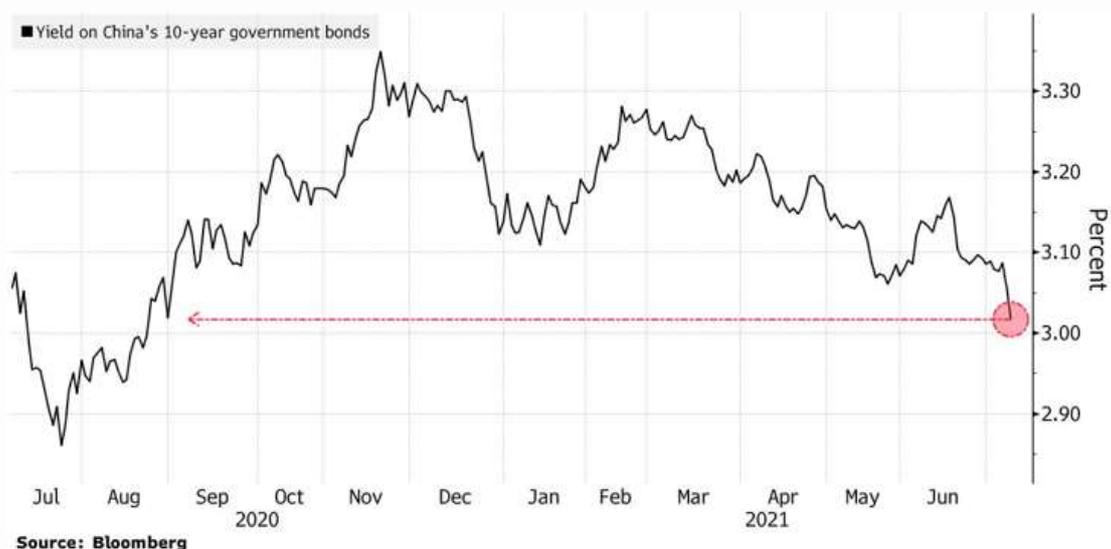
Banque et finance

Politique monétaire : le Conseil des affaires d'Etat a proposé une réduction des réserves obligatoires

La Chine devrait diminuer le ratio des réserves obligatoires des banques (*RRR, reserve requirement ratio*) pour soutenir l'économie réelle, en particulier les PME, a annoncé le Conseil des affaires d'Etat le 7 juillet. La Chine réduira le coût de financement des PME pour les aider à faire face à la hausse récente des prix des matières premières. Le pays maintiendra une politique monétaire stable tout en veillant à en accroître l'efficacité, mais ne recourra pas à des mesures de relance « de type inondation », a ajouté le premier ministre LI Keqiang. Il s'agit de la première réduction des RRR depuis la dernière série de réductions ciblées en mars et avril 2020, et elle s'inscrit à l'encontre des anticipations du marché.

Cette réduction constitue également une nette inflexion de politique monétaire par rapport à l'objectif de normalisation de celle-ci à un moment où la PBoC cherche depuis plusieurs mois à réduire la dynamique du crédit et où sa politique d'open-market consiste à répondre strictement aux besoins de trésorerie à court terme et à un an alors que la reprise économique commence à ralentir. La PBoC n'a injecté que 10 Mds RMB (1,5 Md USD) au système bancaire via des opérations *d'open market* chaque jour depuis mars 2021, à l'exception de cinq sessions en juin lorsque les coûts de financement interbancaires ont augmenté avant la fin du trimestre, en liaison avec des tensions sur la liquidité bancaire induites par le paiement des impôts à mi-année ainsi que par l'accélération des émissions obligataires gouvernementales (cf. Brèves du 28 juin). Les taux de LPR à 1 an et à 5 ans restent inchangés depuis avril 2020 à 3,85% et 4,65% respectivement.

Le 8 juillet, les obligations d'Etat chinoises se sont redressées, portant le rendement de référence à 10 ans au plus bas niveau de 3,07% depuis août 2020, le yuan reculant de 0,1% à 6,4793 pour un dollar tandis que l'indice CSI 300 a chuté de 1% à 5088.



Finance verte : les entreprises chinoises augmentent les émissions d'obligations RSE offshore

Les entreprises chinoises ont émis 18,9 Mds USD d'obligations RSE *offshore* au premier semestre, soit quinze fois plus que les 1,25 Md USD émis à la même période de l'année précédente, selon les données compilées par la

plateforme d'informations financières Dealogic. Les obligations RSE représentaient ainsi une part bien plus importante des émissions offshore des entreprises chinoises au premier semestre de cette année, la proportion des titres passant de 1% du total à fin juin 2020 à 15,2% à fin juin 2021.

Les obligations RSE comprennent principalement les obligations vertes, les obligations durables et les obligations liées au développement durable. Les obligations vertes sont généralement destinées aux projets liés au climat ou à l'environnement. Les fonds des obligations durables sont censés être investis dans des projets de protection de l'environnement ou d'économie d'énergie, mais l'argent peut également être investi dans des projets liés à l'amélioration du bien-être social.

L'émission croissante des obligations RSE est également favorisée par les préférences des investisseurs, une enquête récente révélant que 92% des 146 investisseurs institutionnels basés en Chine prévoient d'augmenter les investissements liés à la RSE cette année. Par ailleurs, la Chine et l'UE devraient parachever leurs travaux d'harmonisation des normes de classification des projets verts d'ici la fin de cette année, comme l'a déclaré en juin Zhang Bei, directeur adjoint de l'Institut financier de la PBoC, lors du séminaire d'été de Caixin à Pékin. L'intérêt des investisseurs étrangers pour le papier chinois devrait s'en trouver renforcé.

Stabilité financière : un tribunal de Pékin approuve le plan de restructuration de la société *Peking University Founder Group*

La société à capitaux publics *Peking University Founder Group (PUFG)*, qui n'avait pas pu honorer une échéance de 2 Mds RMB (300 M USD) en décembre 2019, avait été contrainte par l'un de ses créanciers, *Bank of Beijing*, de devoir faire l'objet d'un plan de restructuration, dans le cadre de la loi sur les faillites. En avril 2020, quelque 743 créanciers avaient ainsi fait état d'un montant total de créances s'élevant à 250 Mds RMB (36 Mds USD) qu'ils portaient vis-à-vis de PUFG et de quatre de ses filiales. Un plan de restructuration vient d'être approuvé par un tribunal de Pékin ; le dispositif prévoit notamment que *Ping An Life Insurance* reprenne les actifs de PUFG et des filiales, conjointement avec Zhuhai Huafa Group, un promoteur immobilier relevant du gouvernement municipal de Zhuhai. La nouvelle entité, *New Founder Group*, sera détenue à hauteur de 73% par ces deux sociétés. Les détenteurs d'obligations pourraient devoir accepter une décote de 70% dans la mesure où le plan de restructuration ne porte que sur moins d'un tiers des créances détenues par les 743 créanciers.

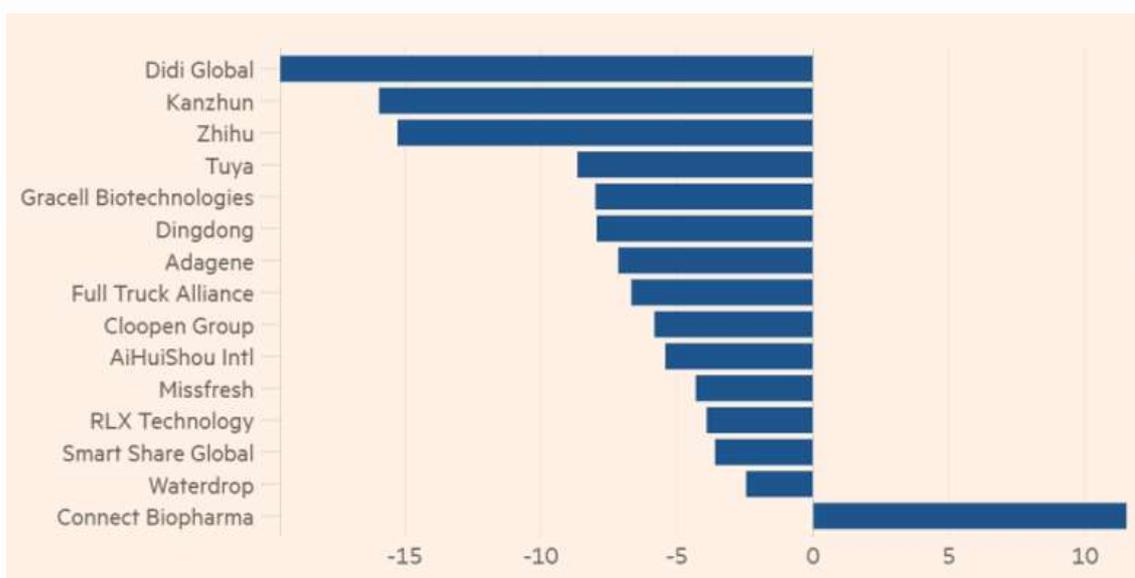
Ouverture financière : renforcement du contrôle des IPO effectuées par des entreprises chinoises du secteur privé à l'étranger

Le 6 juillet, le Bureau général du Comité central du Parti communiste chinois et le Bureau général du Conseil des Affaires d'Etat ont émis les « Avis sur la répression stricte des activités illégales sur titres », dont deux mesures visent les IPO à l'étranger suite à l'événement de Didi (cf infra industrie numérique):

- i) Renforcer la coopération transfrontalière en matière de surveillance. Améliorer la loi sur la sécurité des données, les flux de données transfrontalier et la gestion des informations confidentielles. Réviser la réglementation sur le renforcement de la confidentialité et de la gestion des dossiers liés à l'émission des titres à l'étranger. Renforcer la gestion standardisée des mécanismes et processus de fourniture d'informations transfrontaliers. Approfondir la coopération transfrontalière en matière de surveillance des audits.

- ii) Renforcer la supervision des China concepts stocks (les actions d'une société opérant en Chine continentale mais cotée à l'étranger). La procédure d'inscription en bourse à l'étranger des entreprises chinoises sera révisée.

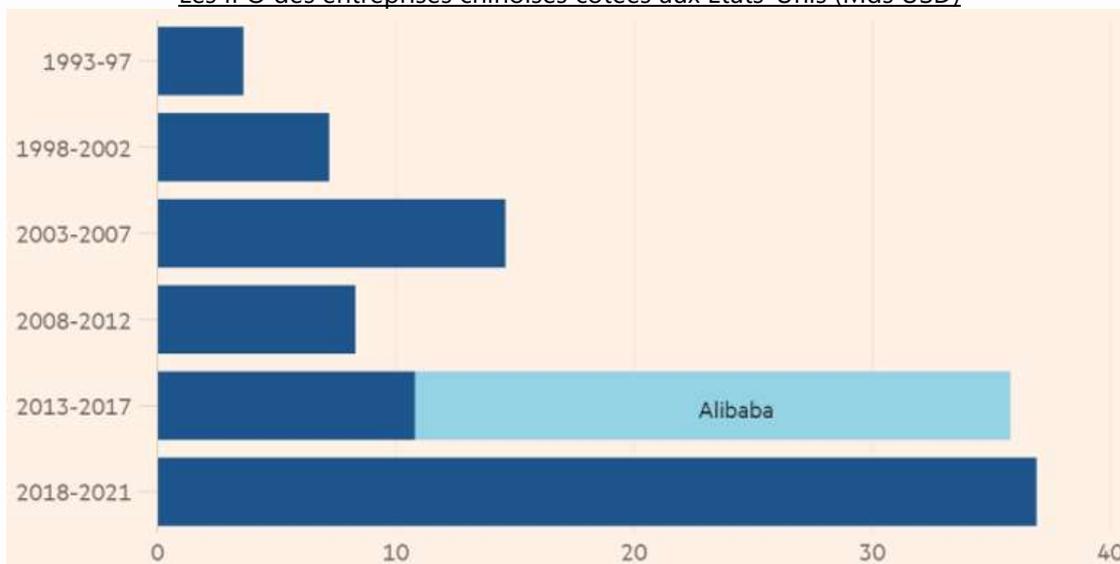
Le jour même, la nouvelle réglementation chinoise a fait chuter les actions de Didi de plus de 20% à New York. De nombreuses entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis ont également vu leurs actions reculer (%) :



Source : Financial Times

Le marché boursier américain constitue une plateforme de financement importante pour les entreprises chinoises, s'agissant notamment des sociétés de technologie. Au cours du premier semestre 2021, 34 nouvelles entreprises chinoises ont fait l'objet d'une introduction en bourse aux Etats-Unis pour lever au total 12,5 Mds USD. Une vingtaine de sociétés chinoises ont déposé des documents en vue de poursuivre leur introduction en bourse aux Etats-Unis cette année.

Les IPO des entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis (Mds USD)



Source : Financial Times

Du côté des Etats-Unis, pour mémoire, le 20 mai, le Sénat américain a adopté la « *Holding Foreign Companies Accountable Act* », qui interdirait ou radierait les sociétés étrangères cotées aux Etats-Unis si elles ne respectaient pas les normes d'audit pendant trois années consécutives. Ce projet de loi obligerait également les entreprises à certifier qu' « elles ne sont pas détenues ou contrôlées par un gouvernement étranger ». Cette décision de renforcer les exigences de divulgation vise principalement la Chine, dans le contexte des tensions commerciales sino-américaines et du scandale de fraude de *Luckin Coffee*.

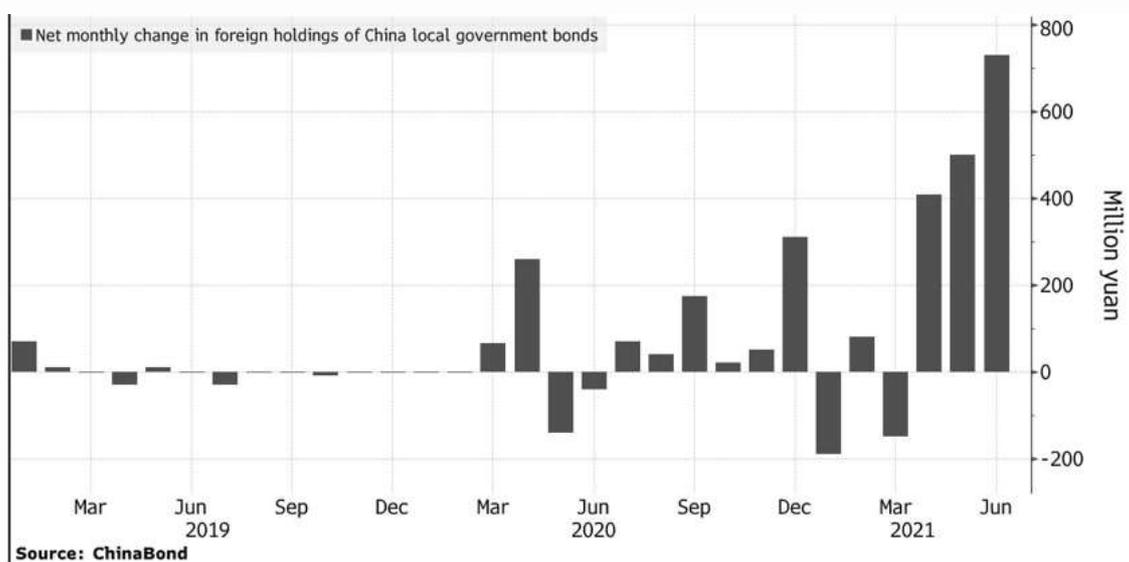
Actuellement, plus de 200 entreprises chinoises sont cotées aux Etats-Unis, et s'agissant de ces entreprises ou de celles qui envisagent d'entrer en bourse aux Etats-Unis, elles devront surmonter l'écueil résultant du renforcement de la double surveillance de la Chine et des Etats-Unis. *Hello*, la société de location de vélos soutenue par le groupe *Alibaba*, *Spark Education*, soutenue par Tencent, et le fournisseur de solutions de données médicales *LinkDoc Technology* font partie des entreprises chinoises qui pourraient être les victimes de cette double surveillance, eu égard aux perspectives d'introduction en bourse qu'elles caressent aux Etats-Unis.

Marché obligataire : les fonds internationaux enregistrent un montant record d'obligations municipales chinoises achetées en juin

Les investisseurs non-résidents ont acheté 730M RMB (113M USD) d'obligations des gouvernements locaux en Chine, selon les chiffres de *ChinaBond*. Bien que cela soit minime par rapport aux 13,4 Mds RMB de dette souveraine chinoise qu'ils ont achetée, il s'agit d'un record sur la base des données compilées par *Bloomberg* remontant à 2018. Cette augmentation coïncide également avec un nouveau ralentissement des achats d'obligations souveraines en juin (13,4 Mds RMB contre 25,8 Mds RMB en mai). L'intérêt étranger croissant survient alors que la prime de rendement entre les obligations souveraines à 10 ans de la Chine et les titres du Trésor américain de même durée s'est rétrécie à environ 160 points de base cette année, contre 250 points de base en novembre 2020. Dans le même temps, les collectivités locales ont également accéléré le rythme des émissions d'obligations après un ralentissement inattendu en début d'année. A fin juin, l'encours des obligations

municipales chinoises détenues par les investisseurs étrangers a atteint 4,72 Mds RMB, alors que l'encours d'obligations souveraines chinoises détenu par les étrangers s'est établi à 2130 Mds RMB.

« La quantité d'obligations des gouvernements locaux détenues par les étrangers est encore très faible, mais la croissance des achats constitue un bon signal de diversification d'investissement », a déclaré Becky Liu, responsable de la stratégie macro pour la Chine chez *Standard Chartered Plc* à Hong Kong. Les investisseurs étrangers réallouent probablement une partie de leurs avoirs en obligations souveraines chinoises à long terme vers des dettes municipales dans un contexte de recherche des rendements, a-t-elle déclaré.



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Chiffres actualisés du commerce bilatéral entre janvier et mai 2021: les exportations françaises supérieures à leur niveau de 2019 grâce au rebond des ventes aéronautiques

(source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont fortement augmenté** sur les 5 premiers mois de 2021 par rapport à leur niveau de 2020 (+61,7 % à 9,5 Mds EUR), du fait d'un effet de base important (les exportations avaient baissé de plus de 300 % sur les 5 premiers mois de 2020), ainsi que d'une reprise des ventes aéronautiques en avril et mai 2021 (1,3 Md EUR vs. 165 MEUR en avril et mai 2020), premier poste des exportations françaises.
- **Les exportations françaises sont ainsi supérieures à leur niveau de 2019** (9,5 Mds EUR vs. 8,8 Mds EUR) malgré des ventes du secteur aéronautique qui n'ont pas retrouvé leur niveau (1,8 Mds EUR vs. 3,5 Mds EUR).

Hors aéronautique, les exportations sont dynamiques. Dans un contexte où les touristes chinois ne peuvent plus voyager en France, les exportations françaises de produits de luxe¹ ont fortement augmenté par rapport à 2020 (+ 124,1 % en g.a. à 2,4 Mds EUR pour l'ensemble du secteur ; +348,2 % à 962 MEUR pour la maroquinerie) ; les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également bondi (+50,7 % à 1,6 Md EUR) grâce aux ventes de vins (+77,1 % à 216 MEUR), de spiritueux (+141,1 % à 256 MEUR) et de viandes (+64,8 % à 283 MEUR).

- **Les importations françaises de biens chinois ont continué d'augmenter** : +15,6 % en g.a. à 24,0 Mds EUR du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+30,2 % en g.a. à 6,7 Mds EUR ; +13,9 % pour les téléphones ; +23,8% pour les ordinateurs) et d'équipements électriques et ménagers (+27,7 % à 3,0 Mds USD) qui sont restés importants.
- Les importations de produits **textiles et d'habillement** ont diminué (-35,1 % en g.a. à 3,1 Mds EUR) du fait de l'arrêt des importations de masques en avril et en mai (89 MEUR vs. 2,2 Mds EUR en 2020).
- Les importations de navires ont fortement crû (547 MEUR vs. 11 MEUR) en lien avec l'achat de porte-conteneurs chinois par CMA-CGM.
- Le déficit commercial français a augmenté par rapport à 2020: +21,5 % à 14,4 Mds EUR.

¹ Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à mai 2021 :

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	33 457	+25,8 %
Exportations françaises	9 508	+61,7 %
<i>Matériel de transport</i>	1 924	+168,1 %
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	1 607	+50,7 %
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	1 360	+29,5 %
Importations françaises	23 949	+15,6 %
<i>Informatique, électronique</i>	6 744	+30,2 %
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	3 273	-35,1 %
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	3 032	+27,7 %
Balance commerciale	-14,4 Mds EUR	Augmentation du déficit de 21,5 % (+2,5 Mds EUR)

Importation de masques en provenance de Chine (MEUR)

janv- 20	févr- 20	mars- 20	avr- 20	mai- 20	juin- 20	juil- 20	août- 20	sept- 20	oct- 20	nov- 20	déc- 20	janv- 21	févr- 21	mars- 21	avr- 21	mai- 21
17	20	41	687	1 538	915	572	401	396	214	119	56	50	57	51	51	37

Xinjiang : enquête ouverte en France à l'encontre de plusieurs géants du textile pour « recel de crimes contre l'humanité »

Le Parquet national antiterroriste (PNAT) a ouvert une enquête fin juin visant les groupes textile Uniqlo France, Sketchers, Fast Retailing, Inditex (Massimo Dutti, Bershka, Zara...), et SMCP (Sandro, De Fursac...) pour « recel de crime contre l'humanité ».

L'enquête fait suite à la plainte déposée en avril 2021 par un individu d'origine ouïghour et trois ONG (l'Institut ouïghour d'Europe, l'association Sherpa et le collectif Éthique sur l'étiquette) accusant les groupes susmentionnés de commercialiser des produits en provenance d'usines ayant recours au travail forcé. La plainte s'appuierait sur le rapport « [Uyghurs for sale](#) » publié en février 2020 par l'ONG *Australian Strategic Policy Institute*.

Il s'agit de la première enquête judiciaire ouverte en France concernant la situation au Xinjiang.

Pour rappel, le Conseil de l'UE a adopté le 22 mars des sanctions en réponse à la situation au Xinjiang, sur le fondement du régime de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme. La Chine avait répondu en sanctionnant 14 personnes et entités dont des eurodéputés. ([Voir les brèves de la semaine du 22 mars 2021](#)).

Aux Etats-Unis, une cargaison de chemises de la marque japonaise Uniqlo avait été bloquée par la douane en mai dernier au motif qu'elle aurait enfreint l'ordonnance interdisant l'importation d'articles soupçonnés d'être

produits en utilisant le travail forcé de la société d'Etat chinoise Xinjiang Production and Construction Corps (XPCC). ([Voir les brèves de la semaine du 17 mai 2021](#)).

Relation Chine-US : une entreprise incluse dans la liste des entités dépose une plainte judiciaire contre le département du Commerce

Le 6 juillet, Esquel Group, une société hongkongaise spécialisée dans la fabrication de T-shirts, [a déposé une plainte judiciaire](#) auprès de la cour fédérale du District de Columbia à l'encontre du département du Commerce des Etats-Unis.

Une filiale d'Esquel Group, Changji Esquel, basée au Xinjiang, a été incluse par le Département du Commerce dans sa liste des entités des entreprises posant une menace à la sécurité nationale ([voir les brèves de la semaine du 20 juillet 2020](#)). Les entreprises américaines sont alors interdites de fournir de Changji Esquel. La société a fait valoir qu'il n'y avait, selon plusieurs audits, aucune preuve de travail forcé.

Plusieurs marques telles que Michael Kors, Nike et Calvin Klein avaient annoncé la cessation des transactions avec le groupe.

Relation Chine-Ukraine : signature d'un accord pour approfondir la coopération dans la construction des infrastructures

Le 30 juin, les gouvernements de la Chine et de l'Ukraine ont signé un accord pour approfondir leur coopération dans la construction des infrastructures. En particulier, la coopération entre les entreprises et les institutions financières des deux pays sera encouragée dans les domaines des autoroutes, des ponts, et du transport ferroviaire.

Selon le [communiqué officiel](#) du ministère du Commerce (MofCom), les entreprises chinoises ont signé des nouveaux marchés de travaux de construction de plus de 2 Mds USD pour deux années consécutives en Ukraine.

Selon les données du MofCom, les flux d'IDE vers l'Ukraine ont constamment augmenté ces dernières années, passant de 2 MUSD en 2010 à 53 MUSD en 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Economie numérique : deux jours après son IPO, Didi est visé par une enquête de cybersécurité, suivi de deux autres applications

Le 2 juillet, le Bureau d'enquête sur la cybersécurité (unité de l'Administration chinoise du cyberspace – CAC) a [lancé une enquête](#) de cybersécurité à l'encontre de Didi, bloquant le même jour l'acceptation par l'application de VTC de nouveaux utilisateurs jusqu'à la fin de l'enquête. Deux jours plus tard, la même autorité a ordonné le retrait de l'application [Didi](#) des plateformes en ligne, après avoir constaté une « violation grave de la réglementation en matière de collecte des données utilisateurs ». Alors que Didi, qui domine le marché chinois des VTC avait levé 4,4 Mds USD lors de son introduction à la Bourse de New York (NYSE), le cours de ses actions a chuté [de 20%](#) quelques minutes après l'ouverture de la séance.

Parallèlement, le 5 juillet, le Bureau d'enquête sur la cybersécurité a annoncé l'ouverture d'une autre [enquête](#) à l'encontre de deux autres entreprises du numérique, également cotées aux Etats-Unis : Kanzhun (propriétaire de Boss Zhipin, une entreprise de recrutement en ligne) et Full Truck Alliance, issue de la fusion en 2017 entre les applications de transport de fret et de réservation de camions Yunmanman et Huochebang. Ces enquêtes visent à prévenir les risques de sécurité de données nationales et à maintenir la sécurité nationale, selon la CAC. De la même manière, ces deux plateformes ne sont pas autorisées à accepter de nouveaux utilisateurs tant que l'enquête est en cours.

Si les charges d'accusation pesant sur ces entreprises restent encore floues, force est de constater qu'elles partagent pour dénominateur commun le fait d'être cotées aux Etats-Unis. A l'instar de Didi, Full Truck Alliance et Boss Zhipin ont procédé à leur introduction à la bourse de New York en juin dernier, levant respectivement 1,6 Md USD et 912 M USD. Le Conseil des Affaires d'Etat a en effet [indiqué](#) qu'il renforcerait la protection de données sensibles liées aux cotations en bourses à l'étranger et « consoliderait les responsabilités des entreprises cotées à l'étranger en termes de sécurité de l'information ». Les entreprises de VTC comme Didi sont ainsi classifiées comme « fournisseurs d'infrastructures critiques ». En amont de son IPO, la CAC aurait [demandé à Didi plusieurs modifications](#) de la fonction cartographique sur l'application – que Didi aurait prises en compte.

Plusieurs hypothèses sont véhiculées par les médias, la plus plausible étant la sensibilité des données accumulées par Didi. Via sa filiale Didi Technology, l'entreprise aurait [demandé](#) en 2017 une licence de cartographie de haute précision, lui permettant d'acquérir des coordonnées géographiques d'une précision bien supérieure à celles sur lesquelles s'appuie Baidu Maps par exemple. Couplées à des images satellites, ces données permettraient en effet une cartographie précise d'un environnement donné (en sus des lieux fréquentés par et les comportements des utilisateurs). D'aucuns spéculent ainsi sur l'utilisation qui pourrait être faite de ces données sensibles, soulignant également la présence de personnalités américaines militaires [au sein de l'actionnariat](#) de Didi. Enfin, selon le [WSJ](#), les préoccupations de la CAC pourraient porter sur les équipements des serveurs hébergeant les données de Didi, dans le cas où ceux-ci seraient importés de l'étranger.

Avant ces annonces, Didi faisait face à une éventuelle enquête anti-monopole. En juin dernier, des agents de la SAMR, de l'administration fiscale de l'Etat et de la CAC s'étaient vraisemblablement [rendus](#) au siège du groupe, donnant alors lieu à des spéculations d'enquête anti-monopole (voir [brèves du SER de Pékin du 14 juin 2021](#)).

Semi-conducteurs : Nexperia, contrôlé par la société chinoise Wingtech, annonce l'acquisition de la fonderie britannique Newport Wafer Fab

Le 5 juillet, Nexperia, entreprise basée aux Pays-Bas et contrôlée par la société chinoise Wingtech, a annoncé l'accord d'acquisition de Newport Wafer Fab (NWF), la plus grande fonderie de semi-conducteurs en 200 mm du Royaume-Uni, pour une valeur estimée à 63 M GBP (73 M EUR).

[L'accord fera l'objet d'un contrôle](#), conformément à la loi du Royaume-Uni sur la sécurité nationale et les investissements (*National Security and Investment Act*), l'industrie des semi-conducteurs faisant en effet partie de son champ d'application. NWF fait partie d'un cluster d'entreprises de semi-conducteurs dans le sud du pays de Galles, que les autorités de Cardiff souhaitent étendre. L'entreprise y produit différents composants destinés à l'électronique de puissance 200 mm et des semi-conducteurs (notamment des composants à partir de nitrure de gallium-GaN), et dispose d'une capacité de production de [35 000 wafers par mois](#). Parmi les clients de NWF figurent Nexperia, STMicroelectronics, Samsung ou encore Motorola. NWF enregistre un large déficit (21,7 M EUR en 2020), alors que le CA de Nexperia a augmenté de 24% en 2020.

De son côté, Nexperia est l'ancienne branche électronique de puissance de NXP, et fournit des composants de puissance pour l'industrie automobile notamment. En avril dernier, Wingtech a annoncé investir 12 Mds CNY (1,6 Mds EUR) dans une ligne de production à Shanghai destinée à l'électronique de puissance, annonçant une capacité de production annuelle de 400 000 wafers. [Nexperia a été acquis en 2019](#) par Wingtech du fonds chinois JAC Capital, qui lui-même avait acquis Nexperia en 2016 de NXP pour de 2,75 Mds USD.

Par ailleurs, le fonds Wise Road Capital, qui avait fait l'acquisition de Nexperia en 2017 avant de revendre ses parts à Wingtech en 2019, [se montre de plus en plus actif](#) dans le rachat d'entreprises de semi-conducteurs à l'étranger, dans le but de localiser leur production en Chine. Parmi ses précédentes acquisitions, à noter le rachat en 2019 d'AMS, entreprise autrichienne spécialisée dans les capteurs et fournisseur d'Apple, ou encore de UTAC (assemblage et test, Singapour). Plus récemment, la tentative de rachat de l'entreprise coréenne MagnaChip (semi-conducteurs pour l'industrie des écrans) est [actuellement en suspens](#) suite à l'opposition du Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS).

Economie numérique : plusieurs entreprises dont Tencent, Alibaba et Didi écopent d'une amende, faute d'avoir déclaré des acquisitions considérées comme monopolistiques

Le 7 juillet, l'administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) a imposé [22 amendes](#) de 500 000 CNY (65 000 EUR) à plusieurs entreprises, dont Alibaba, Tencent, Didi ou encore Suning en raison d'irrégularités liées à des opérations de fusion-acquisition au cours des dix dernières années. Il s'agit du montant maximal d'amende en cas d'accords de concentration.

Alibaba, qui avait déjà reçu une amende de 18 M CNY (2,3 M EUR) pour pratiques anti-concurrentielles, a ainsi reçu six amendes, dont une liée à la prise de participation de 50% au sein du club de football d'Evergrande. De son côté, Didi a également écopé de deux amendes, son unité de véhicules intelligents, Xiaoju Kuaizhi, n'ayant notamment pas notifié la SAMR de sa coentreprise avec BAIC Electric Vehicle, fin 2018. Enfin, Tencent a reçu cinq amendes distinctes, pour des acquisitions et prises de participations diverses (prise de participation de 10% au sein du capital de Cheetah Mobile par Tencent Mobility, ou encore de 36,5% au sein de Sogou en 2013). La SAMR

[pourrait en outre bloquer](#) prochainement le projet de Tencent de fusionner Huya et Douyu, deux sites de streaming de jeux vidéo en ligne.

Avant 2018, le contrôle des concentrations [relevait de la compétence](#) du ministère du Commerce (MofCom), de la commission de développement et de réforme nationale (NDRC) et de l'administration d'État de l'industrie et du commerce (SAIC), et concernait surtout les acquisitions d'entreprises chinoises par des entités étrangères, notamment dans les cas où une concentration sans entité étrangère aurait été possible. Si cette compétence revient depuis 2018 à la SAMR, celle-ci n'a émis sa première sanction qu'en décembre dernier, à l'encontre d'Alibaba, Tencent et SF Express. Depuis, dix accords de concentrations (le 12 mars dernier) puis neuf (le 30 avril) ont été sanctionnés.

Distribution : restructuration de Suning *via* un investissement d'1,2 Md EUR par un fonds public mais aussi Alibaba, Xiaomi, Haier

Cet investissement d'[1,2 Md EUR](#), réalisé par le gouvernement de la province du Jiangsu, de la municipalité de Nankin, aux côtés d'entreprises comme Alibaba, Xiaomi, Haier ou encore Midea – dont les produits sont par ailleurs commercialisés par Suning –, permettrait à Suning.com de pallier à ses difficultés financières. Alibaba détient depuis 2015 20% des parts du groupe Suning.com ; une part qui n'augmentera pas, selon Suning. Pour mémoire, Suning est un réseau de distribution en ligne et hors ligne, et se classe troisième dans le domaine de la vente en ligne (environ 31 Mds EUR de [CA](#) en décembre 2020). En 2019, il avait acquis 80% des activités de Carrefour, pour une transaction s'élevant à 620 M EUR.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Economie circulaire : la NDRC a publié un nouveau plan en vue de promouvoir l'économie circulaire pendant la période du 14^e quinquennat

La Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), la plus haute autorité de régulation économique de Chine, a publié le 7 juillet un [nouveau plan](#) pour promouvoir le développement de l'économie circulaire pendant la période du 14^{ème} plan (2021-2025), prévoyant notamment d'améliorer l'efficacité de l'utilisation et de la réutilisation des ressources ainsi que d'établir un système global de recyclage d'ici 2025 couvrant l'ensemble des déchets et des produits usés (industriels, agricoles ou ménagers).

Ce nouveau plan, faisant suite aux [lignes directrices](#) publiées par le Conseil des Affaires d'Etat sur l'économie bas carbone et circulaire (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 22 février](#)) revêt une importance stratégique pour la Chine, qui l'intègre dans sa stratégie climatique globale. Le porte-parole de la NDRC a souligné lors d'un [entretien avec les médias](#) que l'économie circulaire jouerait un rôle essentiel pour garantir l'approvisionnement en ressources au niveau national et s'inscrivait dans le cadre des efforts du pays visant à atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici 2060. Selon les [calculs préliminaires](#) de l'Association chinoise de l'économie circulaire, au cours de la période du 13^e plan quinquennal (2016 – 2020), la contribution globale de l'économie circulaire à la réduction de l'intensité carbone de l'économie chinoise a dépassé 25 %.

Le plan sectoriel reprend l'objectif du plan quinquennal général de réduire respectivement la consommation d'énergie et d'eau par unité de PIB d'environ 13,5% et 16% par rapport à leur niveau de 2020. Un objectif de découplage entre le PIB et la consommation de matières est également dressé : ainsi la « productivité des ressources principales » devrait augmenter de 20 % d'ici cinq ans. Le plan a également établi des seuils pour le recyclage des déchets de culture, des déchets solides en vrac, des matériaux de construction, des papiers usés, de la ferraille et des déchets de métaux non ferreux. Selon sa projection, le secteur du recyclage représenterait une valeur totale de 5 000 milliards CNY (658 milliards EUR) en 2025.

	2020	Objectifs 2025
Taux global d'utilisation		
<i>Paille</i>	86 % et plus	86 % et plus
<i>Déchets solide en vrac</i>	56 %	60 %
<i>Déchets de construction</i>	50 %	60%
Quantité recyclée (unité : millions de tonnes)		
<i>Papier</i>	54,9	60
<i>Ferraille</i>	260	320
<i>Métaux non ferreux</i>	14,5	20
<i>Cuivre</i>	3,3	4
<i>Aluminium</i>	7,4	11,5
<i>Plomb</i>	2,4	2,9

Les principaux axes pour le développement de l'économie circulaire sont organisés en trois catégories : industrie, vie sociale et agriculture, en se penchant notamment sur la promotion de l'écoconception, la production propre, la production verte, les réseaux de recyclage urbains ainsi que la valorisation des déchets agricoles et forestiers.

La NDRC a fait savoir qu'elle intégrerait les installations de collecte de déchets dans la planification globale de l'espace pour garantir l'intégralité de la chaîne de recyclage. Elle souhaite encourager en particulier le mode hybride « internet + marché d'occasion » en renforçant la réglementation sur le secteur de recyclage et la circulation des biens d'occasion en ligne. En effet, les transactions d'appareils électroniques d'occasion ont atteint à elles seules 189 millions d'unités en 2020, démontrant le potentiel considérable du marché de seconde main en Chine.

Enfin, le plan consacre une partie dédiée au recyclage des batteries usagées de véhicules électriques (VE) qui prévoit la construction d'une plateforme de gestion de la traçabilité des batteries de VE et d'encourager les fabricants de VE et les entreprises de recyclage de batteries à créer des points de service de recyclage normalisés. Pour mémoire, la Chine souhaite suspendre la réutilisation des batteries de VE en fin de vie dans les nouveaux grands projets de stockage d'énergie (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 28 juin](#)).

Climat : Li Keqiang annonce le lancement du marché national du carbone en juillet

Le premier ministre Li Keqiang a annoncé ce mercredi 7 juillet que le lancement du marché national du carbone aurait lieu ce mois-ci. Initialement annoncé en juin par le ministre de l'Écologie et de l'Environnement, ce lancement interviendra donc en juillet, sans qu'une date précise n'ait été fournie. Cette annonce intervient deux semaines après que la première plateforme nationale d'échange carbone (le *Shanghai Environment and Energy Exchange*) a publié un document explicitant pour la première fois les méthodologies de trading du nouveau marché carbone national.

Climat : importante fuite de méthane dans le Shanxi

Le satellite de l'Agence Spatiale Européenne a détecté le 18 juin dernier une importante fuite de méthane dans le Shanxi (Nord-est de la Chine). La fuite est estimée à plusieurs centaines de tonnes de méthane par heure. Le méthane (CH₄) est un gaz à effet de serre dont l'effet de réchauffement sur 100 ans est vingt-huit fois plus important que celui du dioxyde de carbone (CO₂).

La fuite a été localisée à 90 km de Taiyuan (capitale du Shanxi), dans une zone comptant pas moins de 34 mines de charbon selon le bureau de l'énergie du Shanxi.

En effet, l'ONU estime que les mines de charbon seraient à l'origine de 12% des émissions de méthane dans le monde. La transformation de la matière végétale en charbon génère du gaz, majoritairement du méthane, qui va se retrouver piégé dans les sédiments et s'en échapper lors de l'extraction du charbon (le fameux « grisou ») et même après la fermeture ou l'abandon du puits de mine. Dans une étude sur l'atténuation des émissions de méthane, l'ONU avait estimé que la Chine était le pays présentant l'opportunité de réduction la plus importante.

Climat : La NDRC chargée du plan d'atteinte du pic d'émission avant 2030

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a été missionnée pour rédiger le plan d'atteinte du pic des émissions de CO₂. Dans le passé, la NDRC avait déjà été chargée des politiques climatiques de la Chine, avant que ces compétences ne soient transférées au Ministère de l'Écologie et de l'Environnement

(MEE) lors de la réforme institutionnelle en 2018. La rédaction de ce plan par la NDRC devrait permettre d'associer plus étroitement les industries les plus émettrices (énergie, métallurgie, etc), dont la NDRC assure le pilotage.

Pour mémoire, la rédaction de ce plan avait été initialement confiée par le vice-Premier ministre HAN Zheng au MEE, suite aux annonces de Xi Jinping en septembre 2020 devant l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment celle sur l'atteinte du pic des émissions avant 2030. Malgré ce retour de balancier, le MEE garde aujourd'hui ses compétences en termes de climat (mise en œuvre du marché carbone, mesures des émissions, coopération internationale...).

Climat : plusieurs provinces ont décidé de réduire leur production d'acier pour limiter leurs émissions ; un plan national serait en préparation pour le T3

Plusieurs provinces chinoises, dont le Gansu et l'Anhui, ont publié des instructions fin juin à destination de leurs producteurs d'acier, les exhortant à limiter leurs niveaux de production pour 2021 à ceux de 2020. De telles mesures pourraient être bientôt étendues à l'ensemble des provinces, à l'heure où les autorités chinoises mettent l'accent sur le contrôle de l'intensité carbone et la lutte contre les surcapacités sidérurgiques. Un rapport de l'entreprise [Huabao Securities](#) (filiale de Baosteel Group) révèle en effet que Pékin a émis un mandat national ordonnant aux provinces de réduire les niveaux de production sur leur territoire en 2021. Le plan national et sa mise en œuvre devraient être rendus publics au troisième trimestre.

Dans le même temps cette semaine, selon un rapport d'activité cité par le [Global Times](#), toutes les grandes aciéries de Tangshan (Hebei) ont pu reprendre leurs opérations à 70% de leur capacité (contre 50% auparavant) dans un contexte d'assouplissement des restrictions face à la montée en flèche des prix de l'acier. Pour rappel, mi-mars, la municipalité de Tangshan, qui accueille près de 14% de la production nationale d'acier, avait demandé à la plupart des usines de réduire leur production de 30% jusqu'à la fin de l'année et à sept aciéristes d'opérer à la moitié de leurs capacités de productions suite à une [visite d'inspection](#) du MEE qui avait révélé que certains rapports d'émissions avaient été falsifiés. En avril, de nouvelles mesures demandaient aux entreprises soit de rénover soit de cesser d'utiliser les hauts-fourneaux les plus polluants, leur donnant jusqu'à juin pour réduire leurs émissions carbone sous peine d'amendes. La nouvelle limite de 70% devrait perdurer jusqu'à la fin 2021.

Alors que le secteur de l'acier représente à lui seul près de 15% des émissions nationales, le gouvernement chinois est contraint d'arbitrer entre la forte demande en acier d'une économie en plein rebond et le respect de ses engagements climatiques.

Environnement : la mer Jaune confrontée à la pire marée verte de son histoire

Selon le suivi du Centre de prévision marine pour les mers du nord de la Chine (NMFC), une marée verte à grande échelle a envahi les côtes de Qingdao, ville célèbre pour sa bière et située sur la mer Jaune. Le phénomène, qui se produit annuellement entre mai et juillet depuis 15 ans en mer Jaune, a pris cette année une ampleur inédite s'élevant à 60 594 km², soit 2,3 fois le record précédent enregistré en 2013.

D'après [CCTV News](#), au 6 juillet la ville de Qingdao avait déjà déployé plus de 9 000 navires de nettoyage qui ont récupéré environ 310 000 tonnes d'algues verte. Un professeur de l'Université océanique de Shanghai a affirmé que depuis 2007, la marée verte s'est transformée progressivement en une catastrophe écologique récurrente

dans les eaux de la mer Jaune en Chine. Contrairement au cas du littoral breton dont l'origine est clairement identifiée (engrais et déjections animales), les facteurs qui causent les marées vertes chinoises restent encore inconnus. Plusieurs hypothèses existent : la culture massive de nori dans les eaux côtières, les apports des étangs littoraux ou encore la pollution industrielle.

Energie: les producteurs d'électricité sont maintenant autorisés à construire des infrastructures de transport d'énergie pour soutenir le développement rapide des énergies renouvelables

Le 5 juillet, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a publié un [avis](#) sur l'investissement et la construction de nouveaux projets de transport d'énergies renouvelables. Le document indique que les entreprises de production d'électricité sont désormais autorisées à investir dans la construction de nouvelles infrastructures de transport de l'électricité pour le raccordement de projets d'énergies renouvelables, lorsque celle-ci ne peut être assurée facilement par les gestionnaires de réseau (State Grid en pratique) pour des raisons techniques ou de calendrier.

Cette mesure vise à atténuer la pression sur le développement du réseau engendrée par le développement rapide des nouvelles énergies en Chine. En effet les nouvelles centrales de production d'énergies renouvelables, une fois achevées, font souvent face à des délais conséquents avant d'être raccordées au réseau. L'avis indique d'ailleurs la nécessité de « renforcer la coordination et la planification du réseau électrique avec celle des sources de production d'énergie ». Selon un rapport sur l'offre et la demande d'électricité 2020-2021 publié par la Fédération chinoise des entreprises de l'électricité, l'investissement dans la construction du réseau électrique en 2020 était de [469,9 Mds RMB](#) (61,2 Mds EUR), en baisse de 6,2% en glissement annuel. Dans le même temps, la capacité nationale de production d'énergie renouvelable atteignait 934 GW, en hausse de 17,5% par rapport à 2019.

Aéronautique : le projet de dirigeable AS700 d'AVIC pourrait effectuer son vol inaugural d'ici fin 2021

Selon [une information](#) de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), le dirigeable civil AS700, programme de dirigeable civil annoncé en développement depuis août 2018 par l'institut des aéronefs spéciaux d'AVIC, basé à Jingmen (province du Hubei), pourrait effectuer un vol inaugural au cours du second semestre 2021. L'AS700, qui prétend à une capacité de 9 passagers avec une autonomie de 10 heures sur un rayon d'action de 700 km, flottera avec de l'hélium et sera propulsé par deux moteurs à pistons IO-390-C3B6 de l'américain Lycoming Engines (filiale de Textron). Le modèle d'affaires n'est pas défini à ce stade, l'AS700 pouvant être converti au-delà du transport de passagers aux besoins du marché dans des fonctionnalités de détection et photographie aériennes, de secours d'urgence, de surveillance et de protection de l'environnement marin, ou équipé pour assurer des opérations de police et sécurité intérieure. Le département de certification de la CAAC a émis le 1^{er} juin pour avis public un projet de règlement sur les normes de certification des dirigeables ([CCAR-32T](#)), afin d'accompagner le développement des nouveaux programmes d'aérostats civils en Chine. Au-delà du AS700, on peut mentionner le programme de digérable tout-cargo [LCA60T](#) de la start-up française Flying Whales en coopération avec AVIC (voir Brèves du SER, [semaine du 7 juin](#)), ou le projet de l'institut des aéronefs spéciaux d'AVIC de dirigeable civil pour passagers (volume de 3 500 m³), pour lequel une étude de faisabilité a été [officiellement lancée](#) en octobre 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : à l'occasion du centième anniversaire du Parti communiste chinois, le « soft power » de Shanghai est à l'honneur

Lors de son discours prononcé à Pékin le 1^{er} juillet pour le centenaire de la création du Parti Communiste chinois, Xi Jinping a souligné le rôle du développement du « soft power » de Shanghai, ville de naissance du Parti. Correspondant aux caractéristiques culturelles et artistiques de Shanghai, le « soft power » selon Xi Jinping comprend également les qualités urbaines de la ville (environnement, gouvernance, civilité...). L'amélioration du soft power de Shanghai serait un levier essentiel pour la promotion du socialisme aux caractéristiques chinoises via le rayonnement international de la ville. Plusieurs axes de développement sont renforcés par Xi Jinping : l'influence internationale (festivals, compétitions, salons, etc.), les marques locales originales (« made in Shanghai »), et l'héritage urbain de Shanghai (bâtiments historiques). Dans ce cadre, Li Qiang, secrétaire du Parti de Shanghai, a rendu visite fin 28 juin au musée d'art de Pudong, à la librairie Duoyun dans la Shanghai Tower et à l'ensemble de musique et danse de Shanghai.

Source : [Finance Sina](#)

Jiangsu : inauguration du nouveau centre d'exploitation de L'Oréal à Suzhou

Installé sur 90 000 m² au sein du parc industriel SIP de Suzhou, le nouveau centre d'exploitation de L'Oréal permettra à l'entreprise française d'introduire des lignes de personnalisation automatisées pour les coffrets cadeaux et emballages de cosmétiques. Pour ce faire, des équipements et technologies d'automatisation de pointe seront installés dans le centre. Nicolas Hieronimus, PDG du groupe français depuis mai 2021, a prononcé un discours par vidéo.

Source : [The Paper](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Fonds ESG : mise à jour des lignes directrices sur les informations à fournir par les fonds ESG

La Securities and Futures Commission (SFC) a publié le 29 juin 2021 une circulaire destinée aux sociétés de gestion de fonds, qui fixe les nouvelles exigences de divulgation pour les évaluations périodiques ainsi que de nouvelles lignes directrices sur le climat pour les fonds ESG domiciliés à Hong Kong. Les fonds ESG devront rendre compte annuellement sur ses actions et évaluer si le fonds a atteint ses objectifs ESG. La directive remplace celle de 2019 et sera effective à partir du 1^{er} janvier 2022.

Le nombre de fonds ESG accessibles au public à Hong Kong a doublé depuis 2019. A ce jour, la SFC compte 59 fonds ESG autorisés dont 3 cotés à la bourse de Hong Kong (HKEx). Parmi eux, 10 ont été autorisés en 2021. Les 900 fonds d'actions autorisés par la SFC auraient, selon Morningstar, un rendement annuel moyen de 19,2% en 2020 et de 12,7% sur cinq ans, contre respectivement 27,7% et 14,1% pour les fonds ESG.

Place financière : repli de la bourse de Hong Kong

Avec le contrôle renforcé de Pékin sur le secteur de la tech chinoise et le retrait de titres chinois des indices S&P Dow Jones annoncé pour le 2 août et les annonces similaires de FTSE Russell, la bourse de Hong Kong est en retrait.

L'indice Hang Seng HSI (qui comprend 58 titres) a perdu 4,1% cette semaine, sa plus forte chute après un recul de 5,4% la semaine du 26 février. Il a de nouveau reculé de 0,2% à 27 108,63 le 9 juillet matin, son plus bas niveau depuis 6 mois. L'indice HSI Tech (qui suit les 30 premières sociétés chinoises de la tech listées à Hong Kong) a perdu 32,5 % depuis son pic du 17 février.

Macao

Macao : contrôle de nouveau assoupli aux frontières avec le Guangdong

La quarantaine obligatoire de 14 jours en provenance des « régions chinoises à haut risque » ne s'applique désormais qu' à Ruili (Yunnan). Les visiteurs en provenance de certaines villes du Guangdong qui étaient soumis à quarantaine ne le sont plus désormais, l'épisode épidémique du Guangdong étant considéré sous contrôle. Les revenus des casinos se sont redressés au 1^{er} semestre 2021, avec une hausse de 45,4% g.a. à 6,13 Mds USD, mais, en raison des restrictions mises en place depuis début juin, le nombre de visiteurs avait chuté et les revenus des casinos se sont contractés de 37% par rapport à mai, à 817 M USD. Afin de relancer l'industrie des jeux, Macao a également annoncé l'allongement de la validité des tests COVID-pour les visiteurs en provenance du Guangdong à sept jours à partir du 10 juillet, au lieu de 48h depuis le 8 juin. Pour mémoire, les demandes de visas touristiques pour les visiteurs chinois ont repris le 23 septembre 2020 et l'accès a été libéralisé pour tous les visiteurs chinois (juste un résultat PCR négatif).

Casino : Sands China obtient une extension de la facilité de crédit de 3 Mds USD jusqu'au 1^{er} janvier 2023

Sands China a obtenu pour la troisième fois depuis le 27 mars 2020, une extension de la facilité de crédit de 3 Mds USD octroyée par la Bank of China à Macao, jusqu'au 1^{er} janvier 2023. Sands s'est engagé à fournir à Bank of China ses états financiers consolidés audités du 31 décembre 2021 au 30 avril 2022 et à ne pas verser de dividendes à ses actionnaires jusqu'à cette date.

Sands China a enregistré des pertes de 213 M USD au T1 2021 après 1,52 Mds USD en 2020. Le groupe a toutefois enregistré les meilleures performances au T1 2021 comparées aux 5 autres casinos avec une hausse de ses revenus de +98% par rapport au T4 2020. Le cours du titre de Sands China à la bourse de Hong Kong a reculé de -22,7% depuis son pic du 18 mars, à 31,05 HKD le 9 juillet.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Relations inter détroit : les groupes taïwanais implantés en Chine continuent d'exporter vers les USA et le reste du monde tout en trouvant de nouveaux débouchés sur le marché domestique.

[Selon l'enquête annuelle du ministère des Affaires économiques \(MOEA\) sur la situation des groupes taïwanais en Chine](#), 25,7% des commandes export reçues par les industriels taïwanais fabriquées en Chine (y compris Hong Kong) ont été destinées aux USA, en 2020, soit une baisse de 1,1% par rapport à 2019. Selon le MOEA, cette baisse résulte de l'impact de la guerre commerciale et de la concurrence pour la maîtrise des technologies avancées entre la Chine et les USA qui auraient conduit de nombreux acteurs taïwanais à relocaliser une partie de leurs capacités de production en pays tiers. Selon les 2768 réponses reçues par le MOEA, les sociétés taïwanaises implantées en Chine auraient vendu 22,3% de leur production sur le marché domestique chinois. Cette proportion atteint respectivement 53,4% et 45,3% pour les industries des composants électroniques et de l'optoélectronique. Les fabricants de machine-outil et de produits métalliques taïwanais implantés en Chine ont exporté 40% de leur production chinoise vers les USA. 24% des entreprises ayant répondu à cette enquête indiquent avoir vendu leur production sur le marché chinois, soit 2,5% de plus qu'en 2020 et le niveau le plus élevé depuis 2010. 70,1% des produits fabriqués en Chine par ces groupes taïwanais ont été exportés vers des marchés tiers (-3,5%) et le restant des 5,8% réexportés vers Taïwan. Les acteurs de la machine-outil et de l'industrie des TIC ont exporté respectivement 83,1% et 81,6% de leur production vers des pays tiers.

Relocalisations à Taïwan : le MOEA tire un bilan positif des politiques publiques lancées en 2019

[927 entreprises taïwanaises ont signé un accord avec le ministère économique taïwanais pour localiser à Taïwan des projets d'augmentation de leur capacité de production dans le cadre des politiques lancées, en 2019, par le gouvernement dans le contexte de guerre commerciale sino-américaine.](#) Le montant total des investissements annoncés par ces entreprises s'élève à 1,26 trillion de TWD (45 Mds USD). Toujours selon le MOEA, ces projets pourraient conduire à la création de 106 490 emplois. Les trois politiques mises en œuvre, en 2019, visent à encourager des relocalisations d'activités industrielles à Taïwan (principalement en provenance de Chine dans l'esprit du législateur) mais également soutenir le développement des PME. Interrogée sur la signification de ces chiffres, l'agence Invest Taiwan indiquait, en 2020, qu'environ un tiers des promesses d'investissement avaient été réalisées. Certains représentants du secteur bancaire taïwanais précisaient de leur côté que ces montants ne correspondaient pas à des flux d'investissements rapatriés de Chine mais à de nouveaux investissements locaux dans des secteurs où la production est fortement automatisée afin de pallier la pénurie récurrente de main d'œuvre qualifiée à Taïwan. Cette tendance à la relocalisation partielle d'activités industrielles à Taïwan répond souvent à des exigences en termes de cyber sécurité de la part de donneurs d'ordres étrangers. La plupart des entreprises taïwanaises qui disposent de capacités de production en Chine les conservent ou les modernisent afin de satisfaire le marché domestique chinois. Celles dont le modèle économique repose sur une compétitivité prix font face à des concurrents chinois de plus en plus agressifs et ont pour la plupart émigrés vers d'autres destinations (ASEAN, Inde, pays d'Europe de l'Est, Mexique,...).

ENR : la capacité installée atteint 9,8 GW fin avril grâce aux projets solaires

Selon [les statistiques](#) publiées par la DGBAS, le 1er juillet dernier, la capacité installée des énergies renouvelables a atteint à Taïwan 9,8 GW fin avril, soit une augmentation de 20,4% en glissement annuel et de 107% depuis 2016. En haut du palmarès, le solaire gagne 1,6 GW en un an pour atteindre 6,1 GW soit près de 63% du parc ENR. L'hydraulique arrive en deuxième position avec 2 GW (21%) et l'éolien en 3ème position avec 863 MW (9%). La part des ENR représente dorénavant 16,9% du total de la capacité électrique installée. Sur le développement des fermes solaires en particulier, des projets d'envergure ont vu le jour ces derniers mois, notamment dans le Sud à Tainan. Ainsi l'entreprise publique [Taiwan Sugar](#) a annoncé avoir raccordé au réseau fin juin, [la ferme solaire de Cigu](#) (181 MW) sur 189 hectares de terres non arables (affaissement et salinisation des sols) en partenariat avec l'entreprise [Chung Hsin Electric and Machinery Manufacturing](#). Avant la fin de l'année, une capacité installée 35 MW supplémentaire devrait être ajoutée à ce site, permettant de produire au total 300 M de kWh/an, soit l'équivalent de la fourniture en électricité de 83 000 foyers. Selon Taiwan Sugar, cela permettra de réduire d'environ 150 000 tonnes le volume des émissions de CO2.

Nucléaire : le réacteur n°1 de la centrale de Kuosheng a été définitivement mis à l'arrêt

Taiwan ne compte plus que 3 réacteurs nucléaires en opération depuis le 1er juillet, date à laquelle le réacteur No1 de la centrale de Kuosheng (985 MW) [a été mis à l'arrêt](#), ses piscines arrivant à saturation. Le démantèlement des centrales est prévu après 40 années de mise en service. L'arrêt du réacteur No2 de cette centrale interviendra donc en [mars 2023](#). En 2020, la génération d'électricité d'origine nucléaire comptait pour [12% du total](#), contre 80% d'électricité d'origine fossile. Si [Taipower](#) a assuré que cet arrêt anticipé n'aurait pas d'impact sur la fourniture en électricité, l'ancien VP de la compagnie publique, CHEN Pu-tsan s'est montré beaucoup plus pessimiste, rappelant les deux « black-out » survenus en mai dernier.

Scooters électriques : alliance stratégique entre Kymco et GBG Express

Le constructeur de scooters électriques KYMCO vient de signer une [alliance avec GBG Express](#), filiale de Taiwan Taxi, spécialisée dans les services de livraison. Kymco, qui [entre au capital de GBG](#) via un investissement de 180 M TWD (soit environ 5 M euros), va permettre à GBG de convertir sa flotte de 26 000 scooters opérant sur l'île au tout électrique, avec un premier objectif de 50% à l'horizon 2023. GBG adoptera le système d'échanges et de recharges de batteries développé par Kymco. Cette nouvelle alliance stratégique dans l'industrie du scooter électrique est à mettre en perspective avec celle conclue récemment entre la licorne Gogoro et le groupe Foxconn.

PIB : S&P Global Ratings revoit ses prévisions de croissance à la hausse pour Taïwan en 2021

Taiwan Ratings Corp., filiale de [S&P Global Ratings](#), a [revu ses prévisions de croissance pour Taïwan en 2021 de 4,2% à 5,6%](#). Elles sont supérieures à celles récemment publiées par la DGBAS (5,46%) et la CBC (5,08%). Selon l'agence de notation américaine, le plan de relance économique aux États-Unis et la hausse continue de la demande mondiale de produits TIC devraient soutenir les exportations taiwanaises dans un contexte régional de

forte reprise économique. Par ailleurs, avec la campagne de vaccinations qui se déploie de plus en plus largement sur l'île, la consommation domestique devrait rebondir et apporter une contribution positive à la croissance.

Mongolie

Finances publiques : émission de 1 Md USD d'obligations par le gouvernement de la Mongolie

[Un milliard USD d'obligations, négociés dans le cadre du projet Century de gestion de la dette du gouvernement mongol, ont été émises](#) afin de compenser les remboursements de la dette extérieure prévus pour les deux prochaines années, réduire les risques budgétaires et de balance des paiements à court terme. Cette émission d'obligations a permis de refinancer partiellement l'obligation Chinggis (799 MUSD arrivant à maturité en 2022) et Gerege (800 MUSD arrivant à maturité en 2023). Ce refinancement est essentiel pour soutenir la solvabilité extérieure et les entrées de devises de la Mongolie, alors que le gouvernement tente de surmonter la pandémie et accélérer la reprise économique. La Banque de Mongolie a fourni aux investisseurs des informations détaillées sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, les mesures de politique monétaire et fiscale mises en œuvre par le gouvernement, l'impact de l'obligation sur les finances publiques et les perspectives économiques de la Mongolie.

Accord de Paris : le comité national sur le changement climatique se réunit pour discuter du plan d'action pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national

Le [Comité national sur le changement climatique](#) s'est réuni le 6 juillet pour discuter du plan d'action pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, approuvées par le cabinet des ministres en 2019. L'objectif d'atténuation a été fixé à 22,7 % du total des émissions nationales de gaz à effet de serre dans les secteurs de l'énergie, des routes et des transports, de la construction, de l'industrie, de l'agriculture et de la gestion des déchets. Le plan comprend un total de 72 mesures à mettre en œuvre pour améliorer le cadre juridique mongol et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debrouse, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Haowei Hu

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berdér, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr